



République de Guinée
Travail-Justice-Solidarité

Cour des comptes



CHAMBRE DES COMPTES DE L'ETAT

Arrêt définitif n° 010/CHCE/CC

Audience du 25 avril 2019

Rapport à fin d'arrêt définitif sur l'apurement juridictionnel accéléré des comptes de l'Etat pour les exercices budgétaires de 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015

Poste comptable : Trésorerie Régionale de Kindia (TR Kindia)

Nom et prénom du comptable : Monsieur Ousmane FOFANA

FORMATION DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE L'ETAT

1. Monsieur Mamadou Ciré DOUMBOUYA, Président de la Chambre des comptes de l'Etat ;
2. Monsieur Mamadou Diouldé DIALLO, Conseiller maître ;
3. Monsieur Mamadou Saliou DIALLO, Conseiller référendaire ;

GREFFIER : Monsieur Tamba Michel TRAORE, Greffier de chambre

RAPPORTEUR : Monsieur Mamadou Saliou DIALLO, Conseiller référendaire

MINISTERE PUBLIC : Maître Goureïssy SOW, Commissaire Général du Gouvernement

MATIERE : Cinq (5) Comptes de gestion de la Trésorerie Régionale de Kindia (TR Kindia) comprenant les balances générales des comptes des exercices budgétaires 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015.

DECISION : Fixation de la ligne de compte au 31 décembre 2015.

L'an deux mille dix-neuf et le vingt-cinq avril (25 avril 2019), à l'audience ordinaire publique de la Chambre des comptes de l'Etat,

LA COUR,

Vu la loi organique L/2013/046/CNT du 18 janvier 2013 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Cour des comptes et le régime disciplinaire de ses membres, modifiée par la loi organique L/2013/066/CNT du 12 décembre 2013 portant harmonisation de certaines dispositions de la Loi organique 046 du 18 janvier 2013 ;

Vu la loi organique L/2012/012/CNT du 27 juillet 2012 relative aux lois de finances (LORF) ;

Vu la loi de validation n° L/2017/0055/AN du 08 décembre 2017 portant validation des comptes des comptables publics ;

Vu le Décret D/2018/014/PRG//SGG du 07 février 2018 portant promulgation de la loi de validation n° L/2017/0055/AN du 8 décembre 2017 ;

Vu le Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement Général sur la Gestion Budgétaire et la Comptabilité Publique (RGGBCP) ;

Vu le décret D/2016/009/PRG/SGG du 9 janvier 2016 portant nomination du Premier Président et du Commissaire Général du Gouvernement à la Cour des comptes ;

Vu le décret D/2016/035/PRG/SGG du 11 février 2016 portant nomination des Présidents de Chambre, du Secrétaire Général et des commissaires du Gouvernement à la Cour des comptes ;

Vu le décret D/2016/047/PRG/SGG du 25 février 2016 portant nomination des Conseillers Maitres à la Cour des comptes ;

Vu le décret/2016/388/PRG/SGG du 31 décembre 2016 portant nomination des Conseillers Référendaires à la Cour des comptes ;

Vu l'arrêté A/2019/1104/MEF/CAB/DNTCP du 3 avril 2019 portant nomination de douze (12) comptables principaux de l'Etat ;

Vu l'ordonnance /2019/001/PP/CC du 13 mars 2019, portant apurement accéléré des comptes de comptables publics des exercices 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015 ;

Vu L'ordonnance n°001/2019/CHCE/CC du 26 mars 2019 portant désignation d'un rapporteur et d'un contre rapporteur.

Vu les lettres réponses n°1879/MEF/CAB du 7 septembre 2018, n°2052/MEF/CAB du 19 septembre 2018, n° 2053/MEF/CAB du 19 septembre 2018, n°0122/MEF/DNTCP/2019/0106/ACCT/BTI du 26 mars 2019 et n°0123/MEF/DNTCP/2019/0107/ACCT/BTI du 26 mars 2019, du Ministre de l'Economie et des Finances et du Directeur National du Trésor, relatives à la procédure contradictoire ;

Vu les Comptes de Gestion de la Trésorerie Régionale de Kindia (TR Kindia) pour les exercices budgétaires de 2011 à 2015 ;

Vu le Rapport à fin d'arrêt définitif sur l'apurement juridictionnel accéléré des comptes de l'Etat pour la période de 2011 à 2015 ;

Vu les conclusions du Commissaire Général du Gouvernement en date du 24 avril 2019 ;

Après avoir entendu, Monsieur Mamadou Diouldé DIALLO, Conseiller maître, contre rapporteur en ses observations ;

STATUANT DÉFINITIVEMENT,

ORDONNE :

Entendu Monsieur Mamadou Saliou DIALLO, Conseiller référendaire, en son rapport à fin d'arrêt sur l'apurement juridictionnel accéléré des comptes de l'Etat pour les exercices budgétaires de 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015, lors de l'audience publique du 25 avril 2019 ;

Entendu Maître Goureïssy SOW, Commissaire Général du Gouvernement, en ses conclusions ;

Entendu la lecture des réponses de l'Agent Comptable Centrale du Trésor (ACCT) au titre de ses réactions contradictoires sur les Comptes de gestion ;

Entendu en délibéré les observations des membres de la formation de la Chambre des comptes de l'Etat ;

EN CE QUI CONCERNE LES GESTIONS ANTERIEURES DE 2011 A 2015 SOUS REVUE

1. Sur la recevabilité des comptes

Attendu que l'article 39 de la loi 046 du 18 janvier 2013 sur la Cour des comptes qui précise l'obligation de mise en état d'examen des comptes de gestion, n'est pas applicable à l'apurement juridictionnel accéléré ou apurement sur chiffres de la gestion antérieure de 2011 à 2015.

Attendu que les Comptes de gestion de la Trésorerie Régionale de Kindia (TR Kindia) des exercices budgétaires de 2011 à 2015 comportent les balances générales des comptes qui permettent de fixer la ligne de compte pour les gestions sous revues.

Qu'en effet, un tel document contient, aussi bien pour les opérations budgétaires que les opérations hors budget, les résultats de la gestion, le solde des recettes de la gestion, le solde des dépenses de la gestion et les résultats au 31 décembre.

PAR CES MOTIFS

Article premier : Déclare recevables les Comptes de gestion de la Trésorerie Régionale de Kindia (TR Kindia) produits pour les gestions 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015 par le Trésorier Régional de Kindia, Monsieur Ousmane FOFANA.

2. Sur la reprise des soldes de la gestion précédente

Attendu qu'il est admis que la ligne de compte d'une régie financière ou d'une trésorerie régionale est constituée des soldes des comptes financiers, des comptes d'imputation définitif non apurés à la fin de la gestion, des comptes de créances et des comptes de dette à court ou à long terme qui doivent être repris en balance d'entrée ;

Attendu que les soldes des opérations budgétaires des recettes et des dépenses ne sont pas concernés par cet enchainement ;

Attendu qu'en conséquence, les soldes de ces dites opérations, intégrés dans la ligne de compte de la gestion antérieure en balance de sortie, doivent être ignorés dans la fixation de la ligne de compte ;

Attendu qu'en ce qui concerne les soldes des opérations en deniers, il a été constaté que les comptes financiers présentent un solde débiteur global de GNF 5 040 437 646 dans la balance générale des comptes au 31 décembre 2015 ;

Attendu qu'en ce qui concerne les soldes des opérations en deniers, il a été constaté l'existence des montants de valeurs de caisse de GNF 194 819 940 en 2011, GNF 273 418 594 en 2012, GNF 131 162 332 en 2013, et des montants de déficits de caisse de GNF 671 019 538 en 2011, GNF 671 019 538 en 2012, GNF 721 863 618 en 2014, GNF 671 391 108 en 2015 ;

Attendu que l'Agent Comptable Centrale du Trésor a expliqué, dans ses réponses parvenues à la Cour les 07 et 19 septembre 2018, la méthode par laquelle la reprise des soldes est effectuée en balance d'entrée par l'intermédiaire du compte 396 intitulé « Opérations consolidées par l'ACCT »

Qu'il a soutenu par ailleurs que les soldes des comptes 39 en balance de sortie résulteraient des défauts de rapprochement d'écritures entre les comptables principaux des différents postes comptables.

Attendu qu'en l'espèce, compte tenu de l'ancienneté des gestions et du principe d'apurement sur chiffres applicable à cette procédure, il y a lieu de notifier une injonction pour l'avenir sur les rapprochements d'écritures des comptes de liaisons internes entre les comptables ;

3. Sur l'enchaînement des soldes des exercices successifs de 2011 à 2015

Attendu que l'enchaînement des soldes des balances de sortie et d'entrée des exercices 2011 à 2015 a été vérifié pour les comptes de classe 1 à 5.

Qu'il est constaté l'exacte reprise des soldes de la balance de sortie en balance d'entrée pour les exercices 2011 à 2015 conformément au tableau de reprise des soldes qui suit :

Tableau des reprises des soldes des exercices 2011 à 2015

TR Kindia - Enchaînement des comptes de classe 1 à 5

Années	Balance d'entrée		Balance de sortie		Comptes de liaisons internes (Compte 39)	
	Débiteurs	Créditeurs	Débiteurs	Créditeurs	Débiteurs	Créditeurs
2 010			2 629 279 190	2 629 279 190		
2 011	2 629 279 190	2 629 279 190	4 839 657 568	4 839 657 568	0	0
2 012	4 839 657 568	4 839 657 568	8 238 672 668	8 238 672 668	6 916 725 775	121 340 488 165
2 013	8 238 672 668	8 238 672 668	8 228 672 658	8 228 672 658	5 829 505 676	150 768 384 613
2 014	8 228 672 658	8 228 672 658	9 935 595 737	9 935 595 737	5 445 770 803	190 276 407 587
2 015	9 935 595 737	9 935 595 737	13 500 689 279	224 560 818 108	8 152 571 908	213 380 680 222

Source : Cour des comptes à partir du Compte de gestion de la TR Kindia

Attendu qu'au 31 décembre 2015, les montants totaux des soldes débiteurs et créditeurs des comptes (classe 1 à 5) s'élèvent respectivement à **GNF 13 500 689 279** et à **GNF 224 560 818 108**.

Que les reports des soldes des comptes 36 (Comptes de liaison avec les régisseurs), 38 (Produits à recouvrer sur prise en charge) de la classe 3, les comptes de la classes 4 (Comptes de tiers) et les comptes de la classe 5 (Comptes financiers) n'appellent pas d'observations.

Que les soldes débiteurs et créditeurs des classes 6 et 7 et ceux des comptes 390 à 393 des comptes de liaisons entre comptables en balance de sortie, ne font pas l'objet de reprise en balance d'entrée.

Que les montants des soldes de comptes de liaisons internes (39) indiqués dans le tableau ci-dessus, signifient que les rapprochements d'écritures entre les comptables principaux n'ont pas eu lieu à la clôture des opérations comptables.

Que les comptes de liaisons internes (39) doivent présenter des soldes nuls en balance de sortie.

Que conformément à la pratique comptable en général, le compte 39 et particulièrement le compte 396 (Opérations consolidées à l'ACCT), sert de contrepartie à la reprise des soldes des comptes patrimoniaux en Balance d'Entrée (BE). Et par conséquent, il ne fait pas l'objet de report d'un exercice à un autre.

Qu'il y a lieu d'adresser une injonction pour l'avenir au comptable principal de procéder mensuellement aux rapprochements d'écritures relatives aux comptes de liaisons internes entre comptables.

Qu'en conséquence, il est enjoint pour l'avenir à Monsieur Ousmane FOFANA de veiller au rapprochements des écritures relatives aux comptes de liaisons internes entre les comptables principaux.

Article 2 : Il est enjoint pour l'avenir, à Monsieur Ousmane FOFANA de procéder mensuellement aux rapprochements d'écritures relatives aux comptes de liaisons internes entre les comptables qui doivent présenter des soldes nuls en balance de sortie au 31 décembre.

4. Sur la ligne de compte au 31 décembre 2015

Attendu que le Compte de gestion de 2015 de la Trésorerie Régionale de Kindia, comprend surtout la balance générale des comptes ;

Attendu qu'à l'issue du déroulé du contradictoire avec la Trésorerie Régionale de Kindia, qu'il est constaté la reprise exacte des soldes des comptes de gestion apurés des exercices successifs de 2011 à 2015 ;

Qu'ainsi, la fixation de la ligne de compte va concerner aussi bien les soldes des comptes financiers mais aussi les soldes débiteurs ou créditeurs des comptes des dettes à court terme (restes à payer, comptes de dépôts des correspondants du trésor) ou à long terme (emprunts, dettes publiques), les soldes débiteurs ou créditeurs des comptes de créances (restes à recouvrer d'impôts et de droits de douane), les soldes débiteurs ou créditeurs des comptes d'imputation définitif non apurés à la clôture de la gestion ;

Qu'en conséquence la ligne de compte s'établit comme suit en ce qui concerne l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses effectuées du premier janvier au 31 décembre 2015 en Francs Guinéens (GNF) :

COUR DES COMPTES

APUREMENT DES ARRIERES JURIDICTIONNELS

APUREMENT COMPTE DE GESTION 2015

POSTE COMPTABLE: TRESORERIE REGIONALE DE KINDIA (TR Kindia)

COMPTE DE GESTION EXERCICE 2015

SOLDES BALANCES DE SORTIE A REPORTER

N° Comptes	Libellés Imputations	Balance d'entrée au 01/01/2015		Opérations de l'année		Total		Balance de sortie au 31/12/2015	
		Débiteurs	Créditeurs	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débiteurs	Créditeurs
323-01	Stock de produits	3 192 962 636	0	0	0	3 192 962 636	0	3 192 962 636	
396	Opérations consolidées à l'ACCT	0	9 935 595 737	0	0	0	9 935 595 737		9 935 595 737
531-00	Disponibilités	1 597 950 404	0	227 326 197 416	227 465 475 002	228 924 147 820	227 465 475 002	1 458 672 818	
551	Caisses des comptables	489 691 426	0	17 610 037 058	17 617 266 043	18 099 728 484	17 617 266 043	482 462 441	
561-240	Dispon. du RCT de Koyah	606 548 152	0	49 514 625 260	49 912 173 412	50 121 173 412	49 912 173 412	209 000 000	
561-241	Dispon. du RCT de Dubréka	619 914 048	0	39 126 594 707	39 510 426 742	39 746 508 755	39 510 426 742	236 082 013	
561-242	Dispon. du RCT de Forécariah	3 272 135 607	0	52 882 688 788	53 583 176 642	56 154 824 395	53 583 176 642	2 571 647 753	
561-243	Dispon. du RCT de Télimlé	156 393 464	0	26 536 519 195	26 610 340 038	26 692 912 659	26 610 340 038	82 572 621	
	Total Général	9 935 595 737	9 935 595 737	412 996 662 424	414 698 857 879	422 932 258 161	424 634 453 616	8 233 400 282	9 935 595 737

Article 3 : Mention est faite que dans la pratique, le compte 396 sert à la reprise des comptes patrimoniaux en balance d'entrée au 1^{er} janvier 2016

Article 4 : Il est enjoint pour l'avenir, à Monsieur Ousmane FOFANA de communiquer à la Cour des comptes les justificatifs des montants des valeurs et déficit de caisse ci-dessus indiqués.

5. Sur la situation du comptable

Attendu qu'il n'y a pas lieu de prononcer de charge à l'encontre de Monsieur Ousmane FOFANA au titre de sa gestion au cours des exercices de 2011 à 2015.

Attendu qu'avec la reprise exacte des résultats des gestions successives, qu'il y a lieu de le décharger pour sa gestion des exercices 2011 à 2015

Article 5 : Monsieur Ousmane FOFANA est déchargé de sa gestion pour la période de 2011 à 2015.

Fait et jugé par nous :

1. Monsieur Mamadou Ciré DOUMBOUYA, Président de la Chambre des comptes de l'Etat ;
2. Monsieur Mamadou Diouldé DIALLO, Conseiller maître ;
3. Monsieur Mamadou Saliou DIALLO, Conseiller référendaire ;

En audience publique les jour et an ci-dessus.

En présence de Monsieur Tamba Michel TRAORE, Greffier de chambre.

Et ont signé le Président et le Greffier

Le Greffier de Chambre

Le Président de la Chambre des comptes de l'Etat

Tamba Michel TRAORE

Mamadou Ciré DOUMBOUYA